



## Pays andins et Cuba

N°23 – Juin 2019

**Région**
**2018<sup>E</sup> – Population : 152 M**
**PIB : 914 Mds USD**

| Marché                    | Derniers cours | Var. hebdo. (%) | Var. annuelle (%) |
|---------------------------|----------------|-----------------|-------------------|
| Pétrole (USD / baril WTI) | <b>54,0</b>    | 5,5%            | -17%              |
| Zinc (USD / t)            | <b>2607,0</b>  | -1,3%           | -14%              |
| Cuivre (USD / t)          | <b>5894,5</b>  | 1,1%            | -14%              |
| Nickel (USD / t)54,0      | <b>11860,0</b> | 1,0%            | -18%              |
| USD/COP                   | <b>3247,7</b>  | -0,2%           | 11%               |
| USD/PEN                   | <b>3,3</b>     | 0,1%            | 2%                |
| EUR/VES (taux BCV)        | <b>7036,3</b>  | 0,9%            |                   |

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

### La région compterait 184 M d'habitants en 2050, en hausse de 20% par rapport à 2019.

Les Nations Unies ont publié leur rapport 2019 sur les perspectives de la population mondiale, avec des projections jusqu'à 2050. La région connaîtrait une croissance de sa population sur la période 2019-2050 supérieure à celle du sous-continent, mais inférieure à la moyenne mondiale. Elle représenterait de fait 1,9% de la population mondiale en 2050, contre 2,0% actuellement. Le sous-continent représenterait pour sa part 7,8% de la population mondiale en 2050 (contre 8,4% aujourd'hui), l'essentiel du gain mondial émanant d'Afrique subsaharienne (21,8% de la population en 2050 contre 13,8%), alors que la population chinoise diminuerait en valeur absolue (-2,2%, part passant de 18,6% à 14,4%) et que la part de l'Inde reculerait (de 17,7% à 16,8%).

| Pays / région                         | Pop 1950 (M)   | Pop 2019 (M)   | Pop 2050 (M)   | Var. 2050 / 2019 |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| Bolivie                               | 3,1            | 11,5           | 15,8           | +37,6%           |
| Colombie                              | 12,0           | 50,3           | 55,6           | +11,2%           |
| Cuba                                  | 5,9            | 11,3           | 10,2           | -10,3%           |
| Equateur                              | 3,5            | 17,4           | 23,3           | +34,2%           |
| Guyana                                | 0,41           | 0,78           | 0,83           | +5,4%            |
| Pérou                                 | 7,8            | 32,5           | 40,4           | +24,2%           |
| Suriname                              | 0,22           | 0,58           | 0,68           | +17,0%           |
| Venezuela                             | 5,5            | 28,5           | 37,0           | +29,8%           |
| <b>Région andine</b>                  | <b>38,4</b>    | <b>152,9</b>   | <b>183,8</b>   | <b>+20,2%</b>    |
| <i>Argentine</i>                      | <i>17,0</i>    | <i>44,8</i>    | <i>54,9</i>    | <i>+22,5%</i>    |
| <i>Brésil</i>                         | <i>54,0</i>    | <i>211,1</i>   | <i>229,0</i>   | <i>+8,5%</i>     |
| <i>Chili</i>                          | <i>6,6</i>     | <i>19,0</i>    | <i>20,3</i>    | <i>+7,2%</i>     |
| <i>Mexique</i>                        | <i>27,9</i>    | <i>127,6</i>   | <i>155,2</i>   | <i>+21,6%</i>    |
| <b>Amérique Latine &amp; Caraïbes</b> | <b>168,8</b>   | <b>648,1</b>   | <b>762,4</b>   | <b>+17,6%</b>    |
| <b>Monde</b>                          | <b>2.536,4</b> | <b>7.713,5</b> | <b>9.735,0</b> | <b>+26,2%</b>    |

**Bolivie**
**2018 – Population : 11 M**
**PIB : 42 Mds USD**

### La compagnie aérienne publique Boliviana de Aviación (BoA) va renouveler quatre avions de sa flotte.

BoA prévoit d'investir près de 12 MUSD pour le renouvellement de quatre de ses grands appareils d'ici 2 ans et s'est déjà réunie avec Boeing et Airbus dans le but de connaître leur offre (remplacement des aéronefs d'une capacité de 225 passagers par des avions capable d'accueillir 280 passagers).

### Le gouvernement approuve une loi permettant à la Caisse Nationale de Santé d'investir 533 MUSD.

La loi 1189 va permettre à la CNS d'investir 533 MUSD, sur ses fonds propres et en l'espace de 5 ans, pour la construction de 58 centres de santé de premier niveau, deux de second niveau et deux de troisième niveau ainsi que trois centres d'oncologie, un centre de maladies cardiaques et rénales et un institut de santé du travail. La loi prévoit une clé en main pour la réalisation de ces projets, contrairement à la pratique antérieure fondée sur un fractionnement des appels d'offres pour chaque étape.

### La demande interne de gaz bolivien dépasse désormais celle du Brésil et de l'Argentine.

En mai, la demande interne de gaz a atteint 13,8 Mm<sup>3</sup>/j, ce qui dépasse la demande de 12,4 Mm<sup>3</sup>/j du Brésil, marché d'exportation pourtant le plus important pour le gaz bolivien. Ainsi se confirme la tendance du mois d'avril au cours duquel la demande interne bolivienne a dépassé le niveau des exportations vers le Brésil et vers l'Argentine (deuxième marché). Elle s'explique par le faible dynamisme économique des partenaires de la Bolivie ainsi que par la découverte de nouvelles ressources gazières dans ces pays



(notamment le gisement de Vaca Muerta en Argentine). Les autorités s'en inquiètent, en raison de l'importance des revenus des exportations gazières pour le modèle économique bolivien (le gaz est vendu plus cher à l'export que sur le marché local).

**Colombie**

2018 – Population : 46 M

PIB : 337 Mds USD

**Publication du Cadre fiscal de moyen terme 2019.**

Suite à la confirmation du maintien de la trajectoire fiscale pour 2019 et 2020 (cf. Brèves No 22), le Ministère des finances a publié l'actualisation 2019 de son cadre fiscal de moyen terme. Les autorités continuent de prévoir une croissance de 3,6% cette année, légèrement supérieure à la prévision des institutions internationales et des économistes privés, qui serait notamment attribuable à une forte hausse de l'investissement (+6,3% contre +3,5% en 2018 et -3,2% en 2017). Le déficit courant se creuserait légèrement (-4,1% du PIB en 2019 contre -3,9% en 2018) mais serait compensé par une hausse du compte financier (+4,1% contre +3,6%). Les recettes fiscales atteindraient 16,6% du PIB et les dépenses du gouvernement central 19,0% du PIB, soit un déficit des comptes du gouvernement central de 2,4% du PIB (après 3,1% en 2018 et avec une précision de 2,2% pour 2020). La balance primaire enregistrerait pour sa part un excédent (0,6%) en 2019, le premier depuis 2012 (-0,3% en 2018). L'endettement du gouvernement central se stabiliserait pour sa part à 50,6% du PIB, avant de reculer à 45,5% d'ici 2023 et 40,3% d'ici 2027.

**Classement globalement inchangé pour la 2<sup>e</sup> édition de l'Indice de compétitivité des villes.**

Le Conseil privé de la compétitivité et l'Université du Rosaire ont publié la 2<sup>e</sup> édition de leur classement des villes les plus compétitives, avec un podium toujours composé de Bogota (7,57 sur 10), Medellin (7,09) et Bucaramanga (6,22). Les postes 4 à 8 sont également inchangés, occupés respectivement par Cali, Barranquilla, Manizales, Tunja et Pereira. Si des changements de classement interviennent en milieu de classement, les 10 dernières villes (sur 23 classées) occupent également des postes inchangés, le trio de queue étant composé de Florencia (3,23), Ríohacha (3,02) et Quibdo (2,86). Cet indice se fonde sur 12 piliers répartis en quatre catégories (environnement de base ; capital humain ; efficacité des marchés ; innovation).

**Cuba**

2018 – Population : 12 M

PIB : 96 Mds USD

**La fin de la centralisation de l'économie cubaine annoncée pour 2020.**

Le président Diaz-Canel a surpris, lors de la cérémonie de clôture du 8<sup>ème</sup> Congrès de l'Association nationale des économistes et comptables de Cuba le 14 juin, en annonçant que les décisions économiques à Cuba « ne viendront plus d'en haut » et s'opéreront au niveau des entreprises. Bien que de nombreux obstacles empêchent l'actualisation du modèle cubain déjà annoncé dans la Constitution, Diaz-Canel a rappelé la nécessité de rompre avec la mentalité d'importations systématiques et encourage les initiatives de production privées, investissements étrangers et création d'entreprises-mixtes comme vecteurs indispensables à la croissance. Une décentralisation effective de l'économie cubaine où les productions ne seraient plus décidées par le Plan mettrait un terme à des années de planification économique centralisée.

**Equateur**

2018 – Population : 17 M

PIB : 107 Mds USD

**Révision à la baisse des prévisions de croissance.**

La Banque Centrale a revu ses prévisions de croissance pour l'année 2019 à la baisse, les ramenant de 1,4% à 0,2%. Les autorités attribuent cette révision à une croissance molle des exportations et à l'investissement privé qui peine à démarrer. Ce nouveau chiffre rentre dans le rang des prévisions de croissance du FMI (-0,5% à 0,5%).

**Lancement du plan d'amélioration de la compétitivité du cacao.**

Le Président Moreno a lancé cette semaine le plan d'amélioration de la compétitivité du cacao et ses dérivés (PMC) qui prévoit un budget de l'ordre de 600 MUSD sur 10 ans. Le gouvernement estime que les exportations de cacao devraient atteindre 1,5 Md USD en 10 ans. Ce plan aura pour objectif de renforcer les capacités de 12.000 petits producteurs qui contribueront à la reconversion de la culture d'huile de palme en cacao durable.

**Guyana**

2018 – Population : 0,8 M

PIB : 3,6 Mds USD

**Confirmation d'élections présidentielles anticipées.**

Suite à la décision de la Cour caribéenne de justice (basée à Trinidad) de valider le vote de défiance du Parlement guyanien à l'encontre du Gouvernement, intervenu début décembre, ce dernier est désormais tenu d'organiser des élections présidentielles anticipées sous trois mois. Cependant, compte tenu du besoin de révision du fichier électoral, le Président Granger a indiqué que ces élections (initialement prévues au printemps 2020) se tiendraient fin novembre 2019. La question de la mise en huile des premiers champs pétroliers par Exxon, prévue en mars 2020, deviendra dès lors un enjeu de campagne d'autant plus brûlant.



**Pérou**

**2018 – Population : 33 M**

**PIB : 229 Mds USD**

**Le Président et les membres du Conseil de direction de l'Autorité des Transports Urbains de Lima et Callao enfin nommés.** Humberto Valenzuela, ancien responsable au sein du ministère des Transports a été nommé Président Exécutif de cette agence. Avec lui ont été nommés les sept autres membres du Conseil de Direction, désignés par la Municipalité de Lima (3 membres), le MTC (2 membres dont le Président Exécutif) ainsi que la municipalité du Callao, le MEF et le ministère de la Construction MVCS (1 membre chacun). Alors qu'elle a été créée officiellement le 26 décembre 2018 (loi n° 30900), l'ATU va ainsi devenir opérationnelle avec comme responsabilité la gestion de l'ensemble des systèmes de transport en commun de la métropole Lima-Callao (métro, BRT, autobus, taxis, potentiellement VLS), actuellement atomisés en diverses entités autonomes qui seront fusionnées. Elle ne sera toutefois pas responsable de la circulation (signalisation, gestion du trafic) ni des projets d'infrastructure.

**La Banque Mondiale approuve la procédure de pré-qualification de l'extension de la ligne de BRT de Lima.**

La Banque a donné son aval à la procédure de pré-qualification du projet d'extension vers le nord de 10,2 km de voie du « Metropolitano » (BRT actuellement en fonctionnement qui traverse Lima) qui vise à ajouter 17 nouvelles stations, une nouvelle gare de triage, un nouveau terminus, 180.000 m<sup>2</sup> d'espaces verts et une station de traitement des eaux usées. Le projet évalué à 114 MUSD sera cofinancé par la Banque Mondiale et le gouvernement péruvien et devrait bénéficier à 700.000 habitants. L'entreprise publique des péages de Lima (EMPAPE) a publié les documents de pré-qualification pour les candidats intéressés.

**L'étiquetage des produits alimentaires concernés par la « Loi d'Alimentation Saine » entrent en vigueur.**

Depuis le 17 juin, les produits alimentaires industriels qui dépassent les teneurs maximales recommandés par le ministère de la Santé, en sodium, sucre, acides gras saturés ou acide gras trans, doivent obligatoirement porter sur l'emballage des avertissements avec les mentions « Haut en sodium/sucre/acides gras saturés : éviter sa consommation excessive » ou "Contient des acides gras trans : éviter sa consommation". Surnommées « octogones » à cause de leur forme, ces étiquettes seront obligatoires, sous peine d'amende et confiscation à partir de décembre, une fois la période de transition de 6 mois écoulée (1 an de transition pour les PME).

**L'accord de collaboration entre Odebrecht et l'État péruvien est officialisé par le pouvoir judiciaire.**

L'accord de collaboration signé en février 2019 entre le Ministère Public et le groupe Odebrecht a finalement été officialisé par le pouvoir judiciaire péruvien. Il permet que les témoignages des « collaborateurs efficaces » de la société brésilienne puissent être pris en compte dans les enquêtes et procès judiciaires menés au Pérou. L'accord originel prévoyait une collaboration pour enquêter sur quatre projets publics où Odebrecht avait admis des faits de corruption mais l'accord officiel a élargi le champ d'investigation au financement illégal d'au moins 7 campagnes politiques, la corruption du chef du régulateur des transports OSITRAN et la corruption dans les arbitrages favorables à l'entreprise. En contrepartie, les collaborateurs d'Odebrecht impliqués dans ces faits ne seront pas attaqués en justice au Pérou et leurs droits civiques ne seront pas restreints. Pour sa part l'entreprise devra payer une « réparation civile » de 184 MUSD mais pourra désormais participer à des appels d'offre et opérer librement au Pérou.

**Venezuela**

**2018 – Population : 32 M**

**PIB : 96 Mds USD**

**Les Etats-Unis procèdent à un enlèvement ponctuel de pétrole en mai 2019.**

En raison des sanctions américaines sur PDVSA, les raffineurs américains ont importé seulement 12.000 b/j de brut vénézuélien en moyenne en mai, contre 146.000 b/j en moyenne en avril et 49.000 b/j en mars. Selon la presse, Valero Energy, l'un des principaux clients américains de PDVSA, a remplacé les huiles vénézuéliennes (133.870 b/j en janvier 2019) par des importations en provenance du Mexique, du Koweït, d'Irak et du Canada (297.000 b/j en mars 2019).

**Les équipes de Juan Guaidó cherchent à protéger les actifs de PDVSA en Jamaïque.**

Le comité de direction *ad hoc* de PDVSA, nommé par Juan Guaidó, a demandé au gouvernement jamaïcain de suspendre sa décision de saisir les parts de PDVSA détenues dans la raffinerie PETROJAM (49% du capital). Le gouvernement jamaïcain justifie sa décision par l'absence d'investissement de PDVSA dans la raffinerie.

**L'entreprise pharmaceutique russe GEROPHARM fournira des doses d'insuline.**

Selon les sources officielles, l'accord signé avec l'entreprise vénézuélienne ESPROMED BIO prévoit la fourniture de 680.000 unités d'insuline. De son côté, la Chine fournit de l'aide humanitaire (264 tonnes de médicaments) et la Croix-Rouge livrera sa deuxième cargaison humanitaire, composée de 24 tonnes de médicaments, équipements médicaux et groupes électrogènes.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dtresor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service économique régional**

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Pays andins et Cuba  
Revu par : Thomas MARX

Version du 20 juin 2019